# Bruxelles minée par le trafic de drogue et l’usage d’armes à feu

30/04/2022 à 14h08




**Les trafics de stupéfiants génèrent de plus en plus de tensions, notamment avec des armes. Ce qui se passe dans “l’axe Rotterdam-Anvers-Bruxelles” déborde désormais dans la capitale. Les bourgmestres bruxellois sont inquiets et réclament plus de moyens et plus de collaboration avec la police judiciaire. Sauf que la police fédérale souffre aussi du manque de moyens.**

(…)

Il est de moins en moins rare d’entendre un coup de feu retentir dans les rues de la capitale. Depuis septembre 2021, une dizaine de tirs ont ainsi été signalés aux polices bruxelloises. Seul un cas s’est soldé par la mort d’une personne, celle de Dion. Les autres coups de feu seraient des techniques d’intimidation dans des règlements de comptes entre trafiquants de stupéfiants.

**Et il n’est plus seulement question de drogues douces comme le cannabis. Des quantités importantes de cocaïne, d’héroïne et même de crack circulent désormais dans la capitale. Pour véhiculer ces cargaisons qui valent parfois des millions, les dealers n’hésitent plus à se promener armés. Et à se montrer violents pour protéger leurs biens, car les sommes en jeu sont**

**toujours plus conséquentes.** En 2019 par exemple, près de 250 000 euros avaient été saisis dans la zone de police de Bruxelles-Ouest (qui couvre les communes Molenbeek, Koekelberg, Jette, Ganshoren et Berchem-Sainte-Agathe). **En 2020, la somme saisie dépassait les 3 millions d'euros.**

(…)

## Les bourgmestres sont dépassés…

Car le dossier a pris une ampleur politique. Les bourgmestres de la capitale se disent même lassés par la situation. Ils réclament au fédéral plus de moyens pour lutter contre les trafics de drogues et les nuisances liées à cette criminalité. *"Une certaine presse a tendance à pointer un peu systématiquement Molenbeek,* explique Catherine Moureaux (PS), bourgmestre de Molenbeek*. Mais les trafics de stupéfiants se sont très largement développés ces derniers mois partout à Bruxelles. Les 19 communes sont impactées, les 19 bourgmestres sont préoccupés. Et nous partageons tous le même constat : Bruxelles est polluée par les stupéfiants dont les conséquences, directes et indirectes, sont nocives pour l'ensemble de la population qui mérite de vivre dans un climat plus apaisé*."

(…)

Si une véritable "guerre contre la drogue" semble déclarée, les policiers seraient toutefois de plus en plus démunis, faute de moyens. *"À l'heure actuelle, il ne reste plus, à Molenbeek, que 50 % des effectifs qui avaient été dégagés pour le plan Canal. Pour le dire autrement, notre police manque tellement de moyens que nous n'avons pas toujours les capacités de répondre aux demandes de base de la population. Comment pouvons-nous donc faire face à ce fléau qui prend de l'ampleur ? J'avais sollicité le ministre de l'Intérieur précédent, Pieter De Crem. J'ai à nouveau sollicité l'aide de Mme Verlinden, l'actuelle ministre en charge de la sécurité.*

*J'ai fait part de ce problème en conférence des bourgmestres. Il faut agir au plus vite, tout le monde le constate, mais que fait le fédéral ? Pas grand-chose*", regrette Catherine Moureaux.

La bourgmestre de Molenbeek demandera à la ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden (CD&V), un renfort de 200 policiers pour la zone de police Bruxelles-Ouest. "*La population ne mérite pas de subir toutes ces nuisances. Il y a un travail de prévention à accentuer, mais il faut également de la répression pour lutter contre ce phénomène. Il faut plus de moyens, plus de collaborations. Il y a urgence.*"

## Dépénalisation

Au préalable, le maïeur de Bruxelles souhaite un débat plus décomplexé sur la dépénalisation des drogues douces. "*Au PS, on est prêts et on ose en parler. Pour d'autres, il y a visiblement un tabou sur la question, mais c'est ridicule. On sait que la loi de 1921 sur l'usage et la consommation des drogues est obsolète, que nous devons évoluer avec la société. Et cela doit passer par un débat sur la dépénalisation des drogues douces. Ce qui permettra de laisser nos policiers traquer des cas plus graves encore. Car il y a de la cocaïne qui circule à Bruxelles. Et d'autres drogues dures.*"

Philippe Close estime qu'il faut donc s'y attaquer en priorité. Il plaide également pour qu'une approche socio-sanitaire soit adoptée en marge d'une action plus répressive de la justice.

*"Police et justice doivent cibler les grands trafiquants, mais nous ne devons pas laisser de côté les toxicomanes. L'ouverture d'une salle de consommation à moindre risque s'inscrit dans cette dynamique. Et il en faut d'autres. Quant au répressif, je souhaite véritablement que nous travaillions davantage avec la police judiciaire fédérale (PJF).* ***L'axe Rotterdam-Anvers-Bruxelles commence à déborder dans la***

***capitale. Et personne ne veut voir la situation empirer et assister à des scènes qui existent déjà à Anvers où des grenades sont lancées pour intimider les bandes ennemies. Il faut tout faire pour éviter cela à Bruxelles.*** *Le gouvernement fédéral doit prendre la mesure du problème. Il est de taille. Et il faut agir maintenant, pas dans six mois. Sinon les réseaux de trafiquants, eux, auront tout le temps de se réorganiser. Il y a véritablement urgence*."

La Libre

Merci à Sevy.